

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'assurer la sécurité.

Arrête :

Article 1er. Le dernier alinéa de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 mai 1979 sur les prolongateurs, modifié par l'arrêté ministériel du 25 avril 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« La prise mobile de courant est conforme aux dispositions de la norme NBN 50. Il est interdit d'équiper un prolongateur d'une prise mobile sans contact de protection soit faisant l'objet de la feuille de normalisation I, soit prévue pour les fiches 10/16A, exclusivement pour appareils de classe II;

Art. 2. Copie du présent arrêté est adressée aux Etats membres de la Communauté économique européenne ainsi qu'à la Commission des Communautés européennes.

Bruxelles, le 26 juillet 1985.

E. KNOOPS

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 85 — 2153

15 JUILLET 1985. — Arrêté royal modifiant l'article 124 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage(1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier et 10 octobre 1967, l'arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978 et les lois des 24 décembre 1979 et 22 janvier 1985;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment l'article 124, modifié par les arrêtés royaux des 12 avril 1983, 13 juillet et 7 août 1984;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 4 avril 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963;

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978;

Loi du 24 décembre 1979, *Moniteur belge* du 28 décembre 1979;

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;

Arrêté royal du 20 décembre 1963, *Moniteur belge* du 18 janvier 1964;

Arrêté royal du 12 avril 1983, *Moniteur belge* du 28 avril 1983;

Arrêté royal du 13 juillet 1984, *Moniteur belge* du 26 juillet 1984;

Arrêté royal du 7 août 1984, *Moniteur belge* du 28 août 1984.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de noodzaak voor de veiligheid te zorgen,

Besluit :

Artikel 1. Het laatste lid van artikel 4 van het ministerieel besluit van 30 mei 1979 betreffende verlengsnoeren, gewijzigd bij ministerieel besluit van 25 april 1980, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De koppelcontactstop is conform de bepalingen van de norm NBN 50. Het is verboden een verlengsnoer uit te rusten met een koppelcontactstop zonder beschermingscontact die ofwel het voorwerp is van het standaardblad I, ofwel bestemd is voor contactstoppen 10/16A, uitsluitend voor toestellen van klasse II;

Art. 2. Een afschrift van onderhavig besluit wordt aan de Lidstaten van de Europese Economische Gemeenschap evenals aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen gestuurd.

Brussel, 26 juli 1985.

E. KNOOPS

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 85 — 2153

15 JULI 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 124 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari en 10 oktober 1967, het koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978 en de wetten van 24 december 1979 en 22 januari 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op artikel 124, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 1983, 13 juli en 7 augustus 1984;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 4 april 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluit van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963;

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978;

Wet van 24 december 1979, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 1979;

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;

Koninklijk besluit van 20 december 1963, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1964;

Koninklijk besluit van 12 april 1983, *Belgisch Staatsblad* van 28 april 1983;

Koninklijk besluit van 13 juli 1984, *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1984;

Koninklijk besluit van 7 augustus 1984, *Belgisch Staatsblad* van 28 augustus 1984.

Considérant que la loi de redressement du 31 juillet 1984 prévoit la prolongation volontaire du service militaire et qu'il est indispensable d'adapter sans retard la réglementation relative au chômage à ces dispositions modifiées, afin de ne pas désavantager les personnes concernées en matière d'admissibilité dans l'assurance-chômage;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 124 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, modifié par les arrêtés royaux des 12 avril 1983 et 13 juillet et 7 août 1984, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 124. Les jeunes travailleurs, chefs de ménage visés à l'article 160, § 1er, 1^o, qui ont terminé leurs études ou un apprentissage, peuvent être admis au bénéfice des allocations de chômage à condition :

1^o qu'ils aient soit terminé des études de plein exercice du cycle secondaire supérieur ou du cycle secondaire inférieur de formation technique ou professionnelle dans un établissement organisé, reconnu ou subventionné par l'Etat, soit obtenu pour les études précitées un diplôme ou un certificat de fin d'études devant le jury central, soit terminé un apprentissage effectué en exécution d'un contrat d'apprentissage conclu sous les auspices d'un secrétariat d'apprentissage, ou dans un centre, un établissement ou une entreprise agréés à cette fin par le Comité de gestion;

2^o qu'ils ne suivent plus d'études de plein exercice, parce que toutes les activités imposées par le programme d'étude sont terminées, ou parce qu'ils y ont eux-mêmes mis fin, et à la condition qu'ils n'accomplissent plus d'apprentissage au sens du 1^o;

3^o qu'ils aient, après la fin des études ou d'un apprentissage visés aux 1^o et 2^o, ou après l'obtention, pour les études précitées, d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études devant le jury central, et avant leur demande d'admission, soit travaillé comme salariés, au sens des articles 121 et 125, soit été inscrits comme demandeur d'emploi, pendant au moins le nombre de jours ouvrables suivant :

- 75, s'ils n'ont pas atteint au moment de leur demande l'âge de 18 ans;
- 150, s'ils sont âgés de 18 à moins de 26 ans au moment de leur demande;
- 300, s'ils sont âgés de 26 à moins de 30 ans au moment de leur demande;

4^o qu'ils n'aient pas atteint l'âge de 30 ans lors de leur demande d'admission, à moins qu'ils n'aient pas été en mesure de travailler en qualité de salarié ou de se faire inscrire comme demandeur d'emploi en temps utile, pendant le nombre de jours fixé au 3^o, du fait de leur appel ou rappel sous les drapeaux, d'un service accompli en qualité d'objecteur de conscience, pour des motifs de force majeure ayant interrompu les études, ou parce qu'ils étaient liés par un contrat de travail, auxquels cas cette limite d'âge est reportée à l'âge atteint six mois après la fin de cet appel ou rappel, de ce service, des études interrompues pour des motifs de force majeure, ou du contrat de travail.

Pour l'application du présent article, les vacances prises entre deux années d'études successives sont assimilées à une période d'études.

Pour l'application de l'alinéa 1er, 3^o :

1^o est assimilée à une période d'inscription comme demandeur d'emploi, la période de résidence d'un jeune travailleur en République fédérale d'Allemagne, lorsque ce jeune travailleur cohabite avec un Belge occupé dans le cadre du stationnement des Forces belges, et à condition qu'il s'incrive et reste inscrit comme demandeur d'emploi auprès de l'un des services subrégionaux;

2^o est, à concurrence de 300 jours, assimilée à une période d'inscription comme demandeur d'emploi, la période, d'au moins trois mois, de prolongation volontaire :

a) du service actif des miliciens en application des articles 2bis et 66 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962;

b) de la période pendant laquelle le jeune travailleur a été affecté au service de la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général en application de l'article 87bis des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ou de l'article 21 de la loi de redressement du 31 juillet 1984;

Overwegende dat de herstellwet van 31 juli 1984 de vrijwillige verlenging van de dienstplicht voorziet en dat het noodzakelijk is de werkloosheidsreglementering onverwijld aan deze gewijzigde bepalingen aan te passen, ten einde de betrokkenen niet te benadelen wat de toelaatbaarheid tot de werkloosheidsverzekering betreft;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 124 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 1983 en 13 juli en 7 augustus 1984, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 124. Jonge werknemers, gezinshoofden bedoeld bij artikel 160, § 1, 1^o, die hun studies of een leertijd beëindigd hebben, zijn gerechtigd op werkloosheidsuitkering op voorwaarde dat :

1^o zij ofwel studies met een volledig leerplan van de hogere secundaire cyclus of van de lagere secundaire cyclus met technische of beroepsvorming hebben beëindigd in een onderwijsinrichting die door de Staat is opgericht, erkend of gesubsidieerd, ofwel voor de voormelde studies een eindexamen of eindgetuigschrift behaald hebben voor de centrale examencommissie, ofwel een leertijd hebben beëindigd, verricht ter uitvoering van een leerovereenkomst gesloten door bemiddeling van een leersecretariaat of in een daartoe door het beheerscomité erkend centrum, inrichting of onderneming;

2^o zij geen studies met volledig leerplan meer volgen, omdat alle activiteiten opgelegd door het studieprogramma beëindigd zijn, of omdat zij er zelf een einde aan gesteld hebben en op voorwaarde dat zij geen leertijd in de zin van 1^o meer doormaken;

3^o zij, na de beëindiging van de studies of van de leertijd bedoeld in 1^o en 2^o, of na het behalen van een eindexamen of eindgetuigschrift voor de voormelde studies voor de centrale examencommissie, en vóór hun aanvraag om uitkering, ofwel arbeid in loondienst hebben verricht in de zin van de artikelen 121 en 125, ofwel ingeschreven zijn geweest als werkzoekende gedurende ten minste het volgend aantal werkdagen :

- 75, indien zij op het ogenblik van hun aanvraag de leeftijd van 18 jaar niet hebben bereikt;
- 150, indien zij op het ogenblik van hun aanvraag van 18 tot minder dan 26 jaar zijn;
- 300, indien zij op het ogenblik van hun aanvraag van 26 tot minder dan 30 jaar zijn;

4^o zij de leeftijd van 30 jaar niet hebben bereikt op het ogenblik van hun aanvraag om uitkering, tenzij zij niet in de mogelijkheid waren om als loontrekkende te arbeiden of zich te gelegener tijd als werkzoekende te laten inschrijven gedurende het aantal dagen bedoeld in 3^o, wegens hun oproeping of wederoproeping onder de wapens of een dienst vervuld als gewetensbezwaarde, om reden van overmacht die de onderbreking van hun studies ten gevolge had, of omdat zij verbonden waren door een arbeidsovereenkomst, in welke gevallen deze grens wordt gebracht op de leeftijd die zij bereiken zes maanden na het einde van die oproeping of wederoproeping, van die dienst, van de studies onderbroken om reden van overmacht of van de arbeidsovereenkomst.

Voor de toepassing van dit artikel wordt de vakantie tussen twee opeenvolgende studie jaren gelijkgesteld met het volgen van studies.

Voor de toepassing van het eerste lid, 3^o :

1^o wordt gelijkgesteld met een periode van inschrijving als werkzoekende, de periode van verblijf van een jonge werknemer in de Duitse Bondsrepubliek, wanneer die jonge werknemer samenwoont met een Belg die werkzaam is in het kader van de stationering van de Belgische Strijdkrachten en op voorwaarde dat hij zich vooraf laat inschrijven en ingeschreven blijft, als werkzoekende bij één van de subregionale diensten;

2^o wordt gelijkgesteld ten belope van 300 dagen met een periode van inschrijving als werkzoekende, de periode van vrijwillige verlenging met ten minste 3 maanden van :

a) de werkelijke diensttermijn van de dienstplichtigen, in toepassing van de artikelen 2bis en 66 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962;

b) de periode tijdens dewelke de jonge werknemer aangewezen werd voor de Dienst van de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen belang in toepassing van artikel 87bis van de dienstplichtwetten gecoördineerd op 30 april 1962 of van artikel 21 van de herstellwet van 31 juli 1984;

3^o est, à concurrence de 300 jours, assimilée à une période d'inscription comme demandeur d'emploi, la période du service actif des miliciens qui sont formés pour le cadre des officiers de réserve en application de l'article 66 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

La période de travail salarié ou d'inscription comme demandeur d'emploi visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, est prolongée de la durée du contrat d'occupation d'étudiant exécuté pendant les mois de juillet, août ou septembre, lorsque l'étudiant est soustrait pendant cette occupation à l'application de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Lorsque les jeunes travailleurs ont refusé, au cours de la période d'inscription comme demandeur d'emploi visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, un emploi convenable, une formation professionnelle convenable, ou un stage convenable visé à l'arrêté royal n^o 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, les jours ouvrables qui se situent avant ce refus ne sont plus pris en considération. Dans ce cas, le nombre requis de ces jours ouvrables est porté à 300 sans égard à l'âge atteint lors de toute demande ultérieure d'admission. Lorsque les jeunes travailleurs ont refusé à trois reprises un emploi, une formation professionnelle ou un stage convenables, ils ne peuvent plus invoquer les dispositions du présent article pour être admis au bénéfice des allocations de chômage.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o, ont également droit à des allocations de chômage, les jeunes travailleurs chefs de ménage, visés à l'article 160, § 1^{er}, 1^o, qui ont accompli un programme d'apprentissage visé à l'article 50 de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage des professions exercées par des travailleurs salariés, ou qui, le dernier jour de leur période de scolarité obligatoire à temps partiel, étaient admissibles au bénéfice des allocations de transition, à condition qu'ils satisfassent aux dispositions de l'alinéa 1^{er}, 2^o et 4^o.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 1985. L'article 1^{er}, dernier alinéa, cesse d'être en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 7 août 1984 relatif à l'octroi d'allocations de transition aux jeunes qui satisfont à l'obligation scolaire à temps partiel en suivant un enseignement ou une formation à temps partiel.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

F. 85 — 2154

23 AOÛT 1985. — Arrêté royal relatif à l'occupation de stagiaires dans les entreprises dont l'activité s'exerce seulement pendant une partie de l'année ou de manière plus intense en certaines saisons (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n^o 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, confirmé par la loi du 6 décembre 1984, et modifié par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales et les lois du 1^{er} août 1985, notamment l'article 11;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté royal n^o 230 du 21 décembre 1983, *Moniteur belge* du 28 décembre 1983;

Erratum : *Moniteur belge* du 2 février 1984 et du 19 octobre 1984;

Loi du 6 décembre 1984, *Moniteur belge* du 18 décembre 1984;

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Lois du 1^{er} août 1985, *Moniteur belge* du 6 août 1985.

3^o wordt gelijkgesteld ten belope van 300 dagen met een periode van inschrijving als werkzoekende, de periode van de werkelijke diensttermijn van de dienstplichtigen die voor het kader der reserveofficieren worden opgeleid in toepassing van artikel 66 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962.

De in het eerste lid, 3^o, bedoelde periode van arbeid in loondienst of inschrijving als werkzoekende wordt verlengd met de duur van de overeenkomst voor tewerkstelling van studenten uitgevoerd gedurende de maanden juli, augustus of september wanneer de student tijdens die tewerkstelling onttrokken is aan de toepassing van de wet van 27 juni 1969, tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Wanneer de jonge werknemers een passende dienstbetrekking, een passende beroepsopleiding of een passende stage bedoeld in het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, geweigerd hebben tijdens de in het eerste lid, 3^o, bedoelde periode van inschrijving als werkzoekende, worden de werkdagen die zich situeren vóór die weigering niet meer in aanmerking genomen. In dat geval wordt het aantal vereiste werkdagen, ongeacht hun leeftijd op het ogenblik van elke latere aanvraag van uitkering, op 300 gebracht. Wanneer de jonge werknemers driemaal een passende dienstbetrekking, beroepsopleiding of stage geweigerd hebben, kunnen zij zich niet meer beroepen op de bepalingen van dit artikel teneinde gerechtigd te worden op werkloosheidsuitkeringen.

In afwijking van het eerste lid, 1^o en 3^o, zijn eveneens gerechtigd op werkloosheidsuitkeringen, de jonge werknemers, gezinshoofden bedoeld in artikel 160, § 1, 1^o, die een opleidingsprogramma bedoeld in artikel 50 van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst doorgemaakt hebben of die, de laatste dag van hun periode van deeltijdse leerplicht, toelaatbaar waren tot het genot van overbruggingsuitkeringen, op voorwaarde dat zij voldoen aan de bepalingen van het eerste lid, 2^o en 4^o.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking 1 augustus 1985. Artikel 1, laatste lid, houdt op van kracht te zijn op dezelfde datum als het koninklijk besluit van 7 augustus 1984 betreffende de toekenning van overbruggingsuitkeringen aan jongeren die aan de deeltijdse leerplicht voldoen door het volgen van deeltijds onderwijs of van een deeltijdse vorming.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juli 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

N. 85 — 2154

23 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit betreffende de tewerkstelling van stagiairs in de ondernemingen waar slechts gedurende een gedeelte van het jaar wordt gewerkt of waar gedurende bepaalde seizoenen de arbeidsintensiteit groter is (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, bekrachtigd door de wet van 6 december 1984, en gewijzigd bij de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen en de wetten van 1 augustus 1985, inzonderheid op artikel 11;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 1983;

Errata : *Belgisch Staatsblad* van 2 februari 1984 en van 19 oktober 1984;

Wet van 6 december 1984, *Belgisch Staatsblad* van 18 december 1984;

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wetten van 1 augustus 1985, *Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 1985.